

M. YOUNG: C'est aussi sensé que quelques-uns des droits douaniers qu'il nous faut payer à l'heure actuelle.

L'hon. M. MANION: C'est possible, mais le fait que l'idée vient de mon honorable ami ne la rend plus sensée. Si je signale ces choses ce n'est pas dans un but de critique. J'essaie simplement de démontrer aux gens de l'Ouest que l'Est a fait cela, et sans se faire prier. J'ai parlé du boni sur le blé. Il y a en outre le chemin de fer de la Baie d'Hudson qui a coûté 53 millions de dollars, et qui n'a certainement pas été une entreprise réussie. Cette voie ferrée fut construite à la demande de l'Ouest. Il y aussi l'aide aux producteurs de blé dont il est question dans le bill déposé par le ministre, aide que nous avons accordée nous aussi dans une large mesure. Je ne ferai que mentionner l'aide aux régions ravagées par la sécheresse, le blé de semence et les secours aux cultivateurs.

Je répète que je fais ces remarques sans la moindre arrière-pensée de critique. L'Est a fait tout cela très volontiers. Il a pu se trouver ici et là quelques individus qui ont critiqué la chose, mais, que nous sachions, l'immense majorité des gens, à quelque province qu'ils appartiennent, sont bien résolus à venir en aide à l'Ouest, et je crois qu'ils ont raison. Je le répète, nous appartenons tous à une même grande famille. Quand l'Ouest est dans le malheur, le devoir de l'Est est de lui venir en aide. Je reconnais ce principe. Si je parle de ces choses, c'est simplement parce que ce sont en quelque sorte des indemnités que nous remettons à l'Ouest pour compenser l'aide que cette région a accordée à notre grands pays en subissant les pertes que lui ont occasionnées les droits douaniers. L'Ouest a certainement subi des pertes de ce côté, mais elles sont loin d'atteindre les sommes parfois exigées.

L'Ouest, qui compte sur le blé pour subsister, a besoin d'aide dans une période critique comme celle-ci. Je crois devoir rappeler que le gouvernement dont j'ai fait partie de 1930 à 1935 a reconnu ce fait. Je puis prouver la chose en rappelant quelques-unes des mesures que nous avons adoptées. Nous avons accordé pour le blé un boni de 5c. par boisseau, ainsi que le ministre l'a rappelé tout à l'heure. Je pensais que c'était en 1932, mais il dit que c'était en 1931. Quoi qu'il en soit, c'était sous notre administration.

L'hon. M. GARDINER: Je n'en suis pas sûr.

L'hon. M. MANION: C'était en 1931 ou en 1932. Cela a coûté de 12 à 13 millions. Dans les crédits, nous avons accordé des dizaines de millions de dollars pour assister les

zones sèches, et cela avec raison. Ces dizaines de millions de dollars ont été donnés au Manitoba, à l'Alberta et surtout à la Saskatchewan. Puis, l'on poursuit des opérations de stabilisation, sous la direction de John I. McFarland. Je tiens à affirmer, sans plus tarder que, à mon sens, l'Ouest avait en John I. McFarland un ami tel que peu de régions de ce pays en ont eu. John I. McFarland s'est révélé un Canadien d'une grande largeur d'esprit, qui prêta ses services gratuitement, sans exiger de rémunération. Il osa protéger les intérêts de l'Ouest et il a droit, par conséquent, à la reconnaissance du Canada tout entier. L'on a estimé exactement, à mon sens, que son œuvre de stabilisation a rapporté au cultivateur de l'Ouest environ 100 millions de dollars, et l'on fait remarquer, à juste titre, que les cultivateurs de l'Ouest n'auraient pas bénéficié de cette somme si notre gouvernement n'avait pas chargé M. McFarland de poursuivre ses opérations de stabilisation. L'on réalisa, grâce à ces opérations, un bénéfice de neuf millions et demi de dollars.

J'aimerais maintenant faire allusion aux discours qu'a prononcés le ministre, non seulement ce soir, mais en d'autres occasions. Il me semble qu'il a déclaré, à diverses reprises, que John I. McFarland avait accusé un déficit d'opération. Si je le cite à faux, je le prierais de me reprendre.

L'hon. M. GARDINER: Je n'ai jamais dit cela. En réalité, j'ai déclaré que le gouvernement fédéral perdit sur le blé pour la première fois en 1935.

L'hon. M. MANION: J'accepte la déclaration du ministre et je suis heureux qu'il ait fait cette mise au point. Je ne tiens aucunement à dénaturer le sens de ses paroles, mais je dois avouer en toute franchise que, dans son discours du 5 avril, le ministre m'avait paru faire allusion au régime de stabilisation inauguré par John I. McFarland. J'admets qu'en 1935 il y eut perte, mais sur l'ensemble de ses opérations, la commission McFarland réalisa un bénéfice de 9½ millions de dollars, ainsi qu'en fait foi le rapport Turgeon à la page 100. Je cite ce passage:

J'ai déjà fait voir de quelle façon ce régime de stabilisation des prix du blé finit par assurer la Commission du blé, un bénéfice net de \$9,628,-881.23 après quatre années de récoltes déficitaires.

Puis à la page 38, que je ne citerai pas textuellement, le commissaire fractionne ce montant de façon à indiquer que le bénéfice a été encore plus considérable; de fait, il paraît être de 25 millions.

Toutefois, je prétends—et j'en jette le blâme sur le gouvernement actuel—que le bénéfice aurait été beaucoup plus considérable si